

Association Familles Rurales Pulnoy

* * * *

2 rue du Tir
Hôtel de Ville
54225 PULNOY

Rapport

**du Commissaire aux Comptes
sur les Comptes Annuels**

Relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2023



FAMILLES RURALES PULNOY

Association Loi 1901

Siège social : 2 rue du Tir Hôtel de Ville

54425 PULNOY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2023

À l'assemblée générale de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FAMILLES RURALES PULNOY relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance





Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les règles de comptabilisation des subventions obtenues sur la base des conventions notifiées et leur dénouement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.



Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des



circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à NANCY, le 14 mai 2024

Le Commissaire aux comptes,



YZICO AUDIT,
Représentée par Bertrand LEGER

Soldes N-1 de l'exercice

ACTIF	Exercice N			N-1	PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net				
Actif immobilisé :							
Immobilisations incorporelles							
- Fonds commercial							
- Autres							
Immobilisations corporelles							
Immobilisations financières							
TOTAL I							
Actif circulant :							
Stocks et en-cours (autres que marchandises)							
Marchandises							
Avances et acomptes versés sur commandes							
TOTAL I							
Créances :							
Clients et comptes rattachés							
Autres							
Valeurs mobilières de placement							
Disponibilités (autres que caisse)							
Caisse							
TOTAL II							
Charges constatées d'avance (III)							
TOTAL GENERAL (I+II+III)							



ASSOCIATION FAMILLES RURALES
Edition du : 01/01/2023 au 31/12/2023
Soldes N-1 de l'exercice

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE

Hors brouillard Hors simulation

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N net	Exercice N-1 net
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises			Ventes de marchandises		
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)	183 132	162 2
Achats d'approvisionnement			Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)			Production immobilisée		
Autres charges externes	131 736	112 379	Subventions d'exploitation	464 423	425 1
Impôts, taxes et versements assimilés	12 746	9 953	Autres produits	17 474	16 8
Rémunération du personnel	389 415	361 688	PRODUITS FINANCIERS	2 269	1 0
Charges sociales	117 024	109 164			
Dotations aux amortissements	3 035	3 056			
Dotations aux provisions	1 414	4 800			
Autres charges	5 731	5 664			
CHARGES FINANCIERES					
TOTAL (I)	661 102	606 704	TOTAL (I)	667 298	605 2
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)	8 168	1 632	PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	827	9
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)					
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	669 269	608 337	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	668 125	606 2
BENEFICE OU PERTE	(1 145)	(2 097)			
TOTAL GENERAL	668 125	606 239	TOTAL GENERAL	668 125	606 2



Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

En 1965, création de l'association locale qui se rattache à la Fédération Familles Rurales en 1967. Elle reçoit l'agrément de jeunesse et d'éducation populaire en date du 5 février 2004.

L'association se donne comme finalité l'épanouissement des personnes et familles.

Elle intervient sur la commune de Pulnoy.

Elle s'appuie sur une équipe de bénévoles et 8 administrateurs pour gérer les diverses activités sportives et culturelles, l'accueil de loisirs extrascolaire et le Multi Accueil Les Loupiots qui emploie 16 salariées.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Cette année, reprise de l'activité danse moderne jazz avec un nouveau professeur en septembre. Une nouvelle activité danse orientale pour enfant et adolescent a été lancée en octobre en test pour cette année.

Nous avons répondu à l'appel d'offre pour le marché du multi-accueil Les Loupiots pour 2024-2028. L'association a été retenue et poursuit donc l'exploitation de la crèche.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Intégration d'une valorisation de la mise à disposition par la mairie des locaux du Multi Accueil au 32 rue de Saulxures pour un montant de 60 789,25 €.

Valorisation du bénévolat pour un montant de 12 731,90 € – 921 heures x 13,824 € (SMIC horaire 11,52 € + 20 % charges patronales).

Jacqueline BURGER, coprésidente (crèche) - 365h – 5 045,76 €

Agnès BARBIER, coprésidente (accueil de loisirs) - 365 h - 5 045,76 €

Nathalie ALEM, coprésidente (activités culturelles) et trésorière - 35 h – 483,84 €

Catherine FROMENT, secrétaire – 48 h – 663,55 €

Geneviève FRANCOIS, trésorière-adjointe – 48 h – 663,55 €

Christian MEYER, secrétaire adjoint – 20 h – 276,78 €

Pascale LECLERC, administratrice – 20 h – 276,78 €

Laëtitia PASTOR, administratrice – 20 h – 276,78 €.

Elles sont comptabilisées dans les comptes spéciaux en classe 8, cela ne représente aucun impact sur le résultat de l'exercice.

METHODES COMPTABLES APPLIQUEES :

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2018 et suivants.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Permanence des méthodes :

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etat des immobilisations (en euros) :

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Installations techniques	25 071		
Matériel de bureau et informatique	1 229		
Mobilier	11 691		
TOTAL	37 991		

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à poste	Cessions		
Installations techniques			25 071	25 071
Matériel de bureau et informatique			1 229	1 229
Mobilier			11 691	11 691
TOTAL			37 991	37 991

Etat des amortissements (en euros) :

Situation et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Installations techniques	16 893	2 507		19 399
Matériel de bureau et informatique	1 229	0		1 229
Mobilier	9 263	527		9 791
TOTAL	27 385	3 034		30 419

Etat des provisions et dépréciations (en euros) :

	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Provision congés payés	21 488	22 419	21 488	22 419
Provision charges congés payés	7 162	7 717	7 162	7 717
Provision indemnité départ à la retraite (Convention Collective Familles Rurales)	49 136	1 414		50 550
Provision remboursement marché 2019/2023		6 400		6 400
TOTAL	77 786	37 950	28 650	87 086

Etat des échéances des créances et dettes (en euros) :

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an	
Clients	45 169	45 169		
Débiteurs divers	76 791	76 791		
TOTAL	121 960	121 960		

Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Acomptes reçus	176	176		
Fournisseurs et comptes rattachés	13 650	13 650		
Personnel et comptes rattachés	22 419	22 419		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	24 399	24 399		
Autres impôts taxes et assimilés	13 981	13 981		
Autres dettes	11 695	11 695		
TOTAL	86 320	86 320		

Evaluation des immobilisations corporelles :

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'achat des biens dans le patrimoine.

Evaluation des amortissements :

Catégories	Mode	Durée
Agencement	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel informatique	Linéaire	1 à 3 ans

Evaluation des créances et des dettes :

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Disponibilités en Euros :

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir (en euros) :

Montant des produits à recevoir	Montant
PSU CAF	72 134
PSU MSA	2 907
CESU	1 616
PSU MSA ALSH	18
TOTAL	76 675

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Charges à payer (en euros) :

Montant des charges à payer	Montant
Fournisseurs – factures non parvenues	9 535
TOTAL	9 535

Charges et produits constatés d'avance (en euros) :

Montant des charges constatées d'avance	Montant
Logiciel Ciel Compta	361
Est Multicopie – copies 01-02/2024	92
Maintenance Inoé	119
Orange – abt 01-19/01/2024	38
TOTAL	610

Montant des produits constatés d'avance	Montant
Cartes d'adhésions 2024 payées en 2023	1 118
Adhésion activités 2024 payée en 2023	2 297
TOTAL	3 415

Association Familles Rurales Pulnoy

* * * *

2 rue du Tir
Hôtel de Ville
54225 PULNOY

Rapport Spécial

**du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels**

Relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2023



FAMILLES RURALES PULNOY
Association Loi 1901
Siège social : 2 rue du Tir Hôtel de Ville
54425 PULNOY

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le
31/12/2023**

A l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire(s) aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.



Fait à NANCY, le 14 mai 2024

Le Commissaire aux comptes
YZICO Audit



représentée par
Monsieur Bertrand LEGER